

Document de travail

Commentaire et réflexion sur

Le symposium Globalización de la solidaridad,

Lima, Pérou
juillet 1997

présenté par
Cécile Sabourin, professeure,
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Université populaire d'été

"Vers un nouveau contrat social"

organisée par le
Centre de formation populaire
Chertsey, août 1997

Plan

Introduction

1. La dynamique et le contenu du symposium

La définition et la conceptualisation de l'économie solidaire

L'économie solidaire et le développement local

L'économie solidaire et les perspectives de genre

La solidarité et la globalisation

Les après-midi du symposium

2. Sur des suivis possibles

La déclaration finale

Un prochain symposium

Des publications

Les réseaux

L'Éducation

3. Mes attentes comblées et en suspens

Sur la reconnaissance de la place des femmes dans l'économie solidaire

Sur la diversité des discours

Sur l'épreuve des faits

Sur les oubliés du symposium

Conclusion

Annexe 1 : Quelques pistes de réflexion sur des bases d'une véritable solidarité

Annexe 2 : Notes pour la préparation d'un schéma

Préambule

Je m'excuse à l'avance si je ne rends pas complètement justice à toute la pensée des auteur-e-s. En aucun cas, je ne prétends présenter de façon exhaustive tout ce qui a été dit. Il s'agit d'une présentation essentiellement subjective. Le tout est basé sur ce que j'ai entendu et/ou lu lorsque des écrits étaient disponibles.

Attirées par le thème Globalización de la solidaridad, plus de 150 personnes venant de 31 pays ont participé du 1er au 4 juillet à un symposium qui s'est tenu à Lima au Pérou. En dépit du titre, c'est surtout d'économie dont il est question, d'économie dite solidaire. Les participantes et les participants arrivent chacun avec leurs propres expériences, réflexions et attentes. Ils arrivent surtout avec des origines, des cultures, des histoires, des vécus différents. Pourtant une chose semble d'emblée réunir toutes ces personnes, le sentiment que quelque chose ne va pas, mais pas du tout, dans le fonctionnement des mécanismes économiques. Ce qui plane en toile de fond, ce sont les ajustements structurels que les États ont été contraints d'instaurer et dont les conséquences sont particulièrement lourdes pour une partie de la population. La pauvreté, la déqualification, l'exclusion sont en croissance dans tous les pays, parfois la richesse aussi mais elle est très mal partagée. Les projets en recherche d'alternatives sont aussi en croissance. C'est au sujet de ces projets que les participantes et participants viennent échanger dans le but d'élargir les solidarités soit naissantes ou bien implantées et de faire bénéficier à un plus grand nombre les connaissances, expériences et compréhensions des enjeux et des pistes de solutions.

Mes propres attentes ne sont pas négligeables¹. Ça fait de nombreuses années que je cherche ceux et celles parmi les économistes qui pensent et agissent autrement. Pas facile. J'ai mes idées sur les problèmes de fond, les blocages et sur des pistes pour changer les choses. Au fil des ans de multiples réseaux se sont développés autant pour construire des alternatives que pour échanger sur les pas franchis : propositions, projets, expériences, etc. La rencontre de Lima au Pérou constitue l'une de ces occasions de prendre acte que, parallèlement à la montée du commerce mondial tout azimut, il y a un sentiment d'urgence pour repenser nos agirs et construire

¹ voir l'annexe 1

d'autres bases économiques, des alternatives à ce mode présenté comme unique façon d'être partie prenante de la modernité économique.

Dans le cadre de l'actuelle présentation, je veux d'abord rendre compte du contenu du symposium, du moins ce que j'en retiens de plus important. Ensuite je voudrais formuler quelques commentaires en prenant appui sur mes attentes, celles qui ont été comblées de même que les autres, puisque à plusieurs égards je suis restée sur mon appétit. Ensuite, j'aimerais ouvrir quelques perspectives sur des suivis possibles : suivis directs du symposium et autres suivis qui me tiennent tout particulièrement à coeur.

1. La dynamique et le contenu du symposium

Pour certaines personnes, la rencontre de Lima est une nouvelle (au sens où ce n'est pas la première) occasion d'échanger sur la question de l'économie solidaire. Pour d'autres, c'est le "premier" symposium international. Organisée avec la préoccupation de regrouper des personnes originant de projets et de pratiques de terrain, de chercheurs et universitaires et de représentants d'institutions publiques, cette rencontre a véritablement été l'occasion de prendre contact avec une gamme de réalités et d'établir des ponts que nous avons maintenant la responsabilité de consolider.

Dans la plupart des cas, il est clairement identifié que le problème le plus important auquel l'idée de construire une économie solidaire veut répondre est celui du partage et de la distribution inéquitable des richesses. Les solutions envisagées sont très variables selon le point de départ, contexte politique, culturel, religieux etc. et selon les valeurs et l'idéologie qui sous-tendent les aspirations au changement. Le bagage historique d'un peuple marque très profondément la manière dont ses membres peuvent envisager de solutionner les problèmes économiques et sociaux, et la manière dont ils peuvent intégrer d'autres dimensions dans la recherche de solutions, notamment les rapports politiques et la transformation des valeurs.

Nous verrons se dégager, tel que prévu, des similitudes dans le langage et les points de vue du Nord, c'est-à-dire l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, notamment en ce qui concerne les potentiels identifiés et les moyens privilégiés pour changer le sens du développement et contrer la pauvreté croissante.

Les représentants des pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale apportent d'autres sons de cloche et semblent notamment mettre leurs espoirs dans les capacités fondamentales des

personnes de s'engager dans des actions collectives, "autonomes" par rapport aux pouvoirs étatiques.

Les quelques constats présentés en ce qui concerne l'Afrique invitent tout particulièrement à nous interroger sur le sens de la démocratie et sur les valeurs qui animent les personnes et les familles dans leurs activités quotidiennes et de survie.

Il ressort qu'on ne peut faire abstraction des écarts considérables entre le Nord et le Sud cependant on ne peut pas non plus négliger les similitudes profondes en ce qui concerne les cassures qui s'installent ou se creusent dans l'ensemble des sociétés. Que dire de la situation dans les coins du monde pour lesquels il n'y avait aucun représentant à savoir les pays de l'Europe de l'Est et les pays d'Orient, à l'exception toutefois d'un participant de l'Inde.

Les thèmes abordés par les conférencières et les conférenciers sont multiples. Je les regroupe sous des sous-titres qui ne sont pas exactement ceux du symposium puisque les contenus des présentations ne respectaient pas toujours les titres des blocs de conférences. C'est sous cinq grands thèmes que j'en traite ici :

- La définition et la conceptualisation de l'économie solidaire
- L'économie solidaire et les perspectives de genre
- L'économie solidaire et le développement local
- La solidarité et la globalisation
- Les après-midi du symposium

La définition et la conceptualisation de l'économie solidaire : des voix qui ne sont pas encore unifiées.

Il est difficile de saisir toute la réalité que recouvre le glissement sémantique proposé par Luis Razeto² lorsqu'il parle d'économie de la solidarité plutôt que d'économie solidaire. Ses écrits antérieurs ainsi que d'autres recherches menées dans le contexte chilien permettent de comprendre les facteurs qui ont soutenu la naissance et la croissance de l'économie populaire que l'on associe désormais à l'économie solidaire. Les problèmes et la détresse des personnes qui ont connu les suites du coup d'état du Général Pinochet en 1973 et surtout leur courage et leur débrouillardise ont donné naissance à des activités économiques de subsistance qui, années après années, se sont constituées en secteurs d'activités économiques occupant une proportion très importante de la main-d'oeuvre du pays. Si l'on a parlé d'économie solidaire, c'était pour nommer ce secteur d'activités basé sur la reconnaissance des solidarités essentielles. Le contexte actuel, c'est-à-dire une certaine démocratisation politique au Chili et l'ouverture commerciale très soutenue modifie à la

² sociologue et chercheur chilien, directeur du projet Vivarium

fois les règles et le positionnement de l'économie solidaire dans l'ensemble de la vie économique chilienne.

Razeto parle aussi du facteur "C" comme d'une composante de la fonction de production et reflet de l'importance accordée au facteur travail dans son système conceptuel. Le facteur "C" représente toute la réalité de la coopération, collaboration, concertation, etc. dont nous savons intuitivement qu'elle constitue un ingrédient propice à l'augmentation des résultats lors de l'accomplissement d'une tâche. Qui douterait que travailler ensemble, en concertation, ça permet de travailler mieux et de produire davantage dans l'intérêt de tous et dans de meilleures conditions pour les travailleuses et travailleurs. En présence d'une économie basée d'abord sur le travail, le facteur "C" contribue, selon lui, à la capacité productive des organisations et des entreprises d'économie solidaire. Mais ceci étant dit, comment en tenir compte dans la fonction de production? Comment démontrer que cet ingrédient mérite d'être soutenu et de quelle manière? Comment l'insérer dans un modèle théorique crédible et convaincant? C'est ce à quoi Razeto nous invite. (voir son texte)

Du Québec, le discours de Louis Favreau³ parle d'une réalité qui m'apparaît bien "nordique", celle des moyens mis de l'avant par le mouvement communautaire pour contribuer à la solution de problèmes économiques vécus par une proportion croissante de la population et celle des organisations qui se sont vouées au développement communautaire dans l'espace intégrant le social et l'économique, le développement et le local. Dans le contexte québécois, une partie des forces vives qui travaillent à un meilleur partage des richesses oeuvrent dans des organisations qui ont su se tailler une place dans le champ de l'économie et même se faire accepter comme des partenaires "complémentaires" aux acteurs économiques que sont l'État et les entreprises de l'économie marchande. En établissant un parallèle entre les conditions de l'économie sociale et solidaire au Nord et au Sud, Favreau tente de démontrer que les ONG occupent un espace privilégié pour soutenir les espoirs que font naître ces approches "économiques" complémentaires. Il vise tout particulièrement à faire reconnaître les projets ou actions de ces organisations comme des activités d'économie sociale ou solidaire porteurs de changement en faveur des plus démunis. En ce sens, sa conception se situe davantage dans la reconnaissance d'un espace socio-économique à occuper que dans le renouvellement des assises ou d'une transformation du modèle économique susceptible d'asseoir un véritable développement équitable.

Une intervenante marocaine parle de l'importance de retrouver le sens de l'économie, c'est-à-dire celui des "règles de conduite de la maison". Bafouant ce qui est le sens premier de l'économie, l'économique en est venue à prendre toute la place dans l'articulation des activités de production, de consommation et d'échanges, reléguant les dimensions sociales et humaines hors de ses

³ professeur à l'UQAH

préoccupations. Malika Kna⁴ soulève aussi la pertinence d'étudier la question des règles de production, lesquelles ne peuvent s'extraire des conditions naturelles, par rapport aux règles de distribution, lesquelles sont essentiellement humaines et construites. Parler d'économie solidaire, c'est revoir les rapports économiques, leurs mécanismes, leurs règles. Il est cependant impossible, selon Kna de faire abstraction du marché. C'est une donnée et un réalité avec laquelle il faut présentement compter en en conservant ce qu'elle nomme les "vertus" du marché. Elle parle bien sûr à partir du contexte marocain. Mais dans quelle mesure est-il différent de ce qui se passe ailleurs? À propos des "vertus" du marché, elle nous laisse un peu sur notre faim.

Humberto Ortiz⁵ travaille depuis un bon bout de temps à la conceptualisation de l'économie solidaire. Lors d'un symposium sur l'économie solidaire tenu à Montréal en juin 1996⁶, il avait déjà exposé un modèle qu'il a repris en y ajoutant, je pense, de nouvelles dimensions. Selon lui, l'économie solidaire traverse tous les secteurs d'activités économiques : social, public, privé. Mais c'est à un rythme différent que des préoccupations de solidarité s'inscrivent dans ces différents secteurs et les contaminent. Les nécessités ont fait et feront se développer les comportements de solidarité d'abord dans le secteur dit social, puis public et ensuite privé.

Ortiz tente de schématiser les composantes de la vie économique en y insérant ce qu'il nomme l'économie solidaire, présente dans tous les champs de la vie économique. C'est sur la base de ses travaux au Pérou qu'il démontre que l'économie solidaire à la fois de reproduction et de marché occupe une place importante dans l'ensemble des activités économiques. En outre, les activités et le travail de reproduction que sont les activités familiales, domestiques, communautaires et de formation sont dans une grande proportion sous la responsabilité des femmes alors que ce champ économique fondamental est trop facilement sous-estimé ou occulté. Il l'est par rapport à l'ensemble de l'économie et par rapport à l'économie solidaire elle-même. L'économie solidaire englobe aussi des activités et du travail rémunéré, dépendant (salarié) ou indépendant.

Ortiz reconnaît l'importance du rôle de l'État et mentionne aussi le besoin d'une reconnaissance mutuelle et d'une concertation entre les représentants de l'État et ceux de la société civile ainsi que la nécessité de la globalisation de la solidarité. On peut regretter que l'articulation des moyens de construire cette concertation soit demeurée peu documentée lors de sa présentation.

⁴ économiste marocaine, professeure et membre de l'Association marocaine pour les droits des femmes

⁵ économiste péruvien, l'un des organisateurs principaux du symposium.

⁶ voir le rapport intitulé Du néolibéralisme à l'économie solidaire, le combat des femmes, Actes du deuxième séminaire international sur l'économie solidaire, 10, 11, 12 juin 1996.

Selon Mariam Sow⁷, les racines de l'économie solidaire en Afrique de l'Ouest se trouvent dans tout le secteur de ce qu'on appelle l'économie informelle. C'est donc sur les bases de l'économie informelle que peut se développer une économie dite solidaire et par là-même il est clair que c'est à partir des femmes, piliers de la vie économique et familiale que ce développement est possible.

La crise économique et les programmes d'ajustements structurels ont eu comme résultat "nouveau" développement de l'économie informelle qui représentait en fait pour les populations des stratégies de subsistance. Ce sont surtout les femmes, appuyées par des réseaux familiaux, sociaux, ethniques et religieux qui ont développé cette économie informelle. Dans un deuxième temps les associations féminines se sont mobilisées pour prendre appui sur cette dynamique et ont développé des caisses d'épargne et de crédit. Selon Sow, c'est à partir du moment où se développent ces actions de façon consciente et volontaire que l'on peut parler de développement d'un nouveau modèle d'économie solidaire. Dans le cas du Sénégal, et probablement de l'Afrique de l'Ouest, le développement de ce nouveau modèle devra tenir compte des valeurs traditionnelles et nécessitera une intervention de l'État, ce qui constitue un défi énorme. Selon Sow, le rôle de l'État est essentiel pour construire un nouveau modèle et l'arrimage de l'action au niveau national avec les activités surtout informelles de la base est un pré-requis au développement de ce nouveau modèle d'économie solidaire. L'histoire de la construction des états nationaux en Afrique et au Sénégal, dans ce cas-ci, rend très difficile la mise en place d'une stratégie de solidarité au niveau national. Les enjeux globaux, par exemple la convention de Lomé, sont tout aussi importants que les enjeux locaux tel la coopération de proximité, dans la recherche de solidarité et d'efficacité.

Sow parle aussi du rôle central des femmes et des petites filles dans la vie économique africaine et dans le fonctionnement de l'économie solidaire. Les contributions et les rétributions, fort inégales entre les hommes et les femmes dès leur plus jeune âge, imposent que l'on adopte une perspective de genre pour comprendre le fonctionnement de l'économie, de l'économie informelle et de l'économie dite solidaire.

Sur l'économie solidaire et les perspectives de genre

Patricia Amat⁸ a présenté une communication engagée en faveur d'une reconsidération de la place des femmes tant dans les acquis de l'économie solidaire que dans son développement. Elle travaille d'emblée dans une perspective féministe et dirige au Pérou le groupe "Mujer y Ajuste". Ce

⁷ économiste sénégalaise dont la présentation s'appuie principalement sur une recherche menée conjointement avec l'Université de Hambourg sur le secteur informel au Sénégal.

⁸ sociologue péruvienne, coordonatrice du groupe Mujer y Ajuste

groupe s'intéresse aux conséquences vécues par les femmes suite à la mise en place de programmes d'ajustements structurels imposés par le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale et travaille activement à la recherche de solutions.

Dès le début de sa présentation, elle met l'accent sur le rôle déterminant des femmes dans les activités destinées à "maintenir, continuer et réparer le monde", activités souvent invisibles et surtout "invisibilisées" dans les statistiques officielles.

Les activités sur lesquelles elle considère essentiel de mettre tout particulièrement l'accent pour renverser le sens du développement économique actuel concernent l'information et la formation des femmes. Ces activités doivent préparer les femmes à participer aux discussions et aux décisions portant sur les questions économiques, à combattre les politiques visant à remettre aux femmes la gestion de la pauvreté, leur donner accès au travail rémunéré comme non rémunéré et enfin les préparer à gérer l'argent.

Elle insiste sur le fait qu'il importe de comprendre que le modèle néo-libéral est une construction humaine et qu'il n'y a pas d'autre issue pour se sortir des déséquilibres actuels que d'en construire un autre qui fasse davantage l'affaire de celles et de ceux qui sont présentement moins bien nantis et carrément démunis.

Elle veut contribuer à la conceptualisation d'une théorie économique prenant en compte le genre et traitant de l'accès et du contrôle des ressources par et pour les femmes, de changements dans les politiques étatiques, de l'apport des femmes à la vie sociale et économique et surtout visant à rendre visible la participation tant des femmes et que des hommes dans les différentes sphères de la vie en société.

Sous forme de récit d'une démarche et d'une marche du mouvement des femmes, la présentation de Josée Belleau⁹ a permis aux participantes et aux participants de saisir la substance des enjeux que le mouvement des femmes du Québec et la Fédération des femmes du Québec veulent mettre de l'avant et défendre.

Son intervention prend appui sur des angles d'analyse qui reconnaissent le travail des femmes dans les sphères familiale et communautaire, la réalité et le concept d'infrastructures sociales, la critique des logiques marchande et technocratique dans la production et la reproduction humaine, sociale, culturelle et environnementale, le rôle de l'État et celui du mouvement communautaire. Elle adopte

⁹ travailleuse sociale, coordonnatrice du Regroupement des centres de femmes du Québec

une perspective féministe de l'économie sociale solidaire, ce qui correspond à redéfinir et reconnaître la spécificité de l'Économie sociale dans le cadre d'une économie plurielle solidaire incluant l'économie marchande, l'économie publique et l'économie sociale. Définir l'économie sociale au sein de cette économie plurielle ne va pas, selon Belleau, sans un questionnement des valeurs d'équité, de partage, sans un questionnement sur les concepts économiques qui permettent d'articuler les différentes logiques de l'économie plurielle et sans un questionnement sur des politiques et programmes mis de l'avant par l'État. Elle dénonce aussi la quasi absence de la recherche féministe et de conceptualisation féministe dans l'articulation d'un projet d'économie sociale solidaire.

Il est clair que le rôle de l'État est très important dans l'articulation concrète au Québec d'objectifs de reconnaissance équitable de la participation des femmes à la vie économique et sociale.

Le mouvement des femmes du Québec apparaît sans contredit être chef de file pour une pleine reconnaissance de la place des femmes dans la vie économique, sociale et politique. En outre, en lançant le projet de Marche mondiale des femmes pour l'an 2000, la Fédération des femmes du Québec se donne un défi à sa mesure.

Sur l'économie solidaire et le développement local

L'intervention de Moussa Konaté¹⁰ était empreinte de l'idée qu'il est nécessaire de bâtir une démocratie participative au Mali. En relatant un projet en pleine expansion, projet dont l'objectif principal est de donner une voie aux femmes et aux jeunes des villages qui participent au développement, Konaté montre avec conviction qu'il faut inventer les mécanismes de la démocratie dans cette partie du monde. Les Anciens tout comme l'État sont des assises de la centralisation du pouvoir et laissent peu de place aux forces vives qui aspirent à construire un autre développement sur les territoires locaux que sont les villages.

C'est en animant un processus réaliste, très structuré et pourrait-on dire "étapiste" que se mettent en place dans chaque village les moyens d'exprimer et de proposer des avenues qui seront soumises aux instances traditionnelles, leur laissant relativement peu de choix en ce qui concerne la prise en compte des suggestions élaborées par les "forces vives". L'ONG SUCO soutient ces démarches de façon réaliste, adaptée et cohérente c'est-à-dire en répondant aux attentes exprimées dans les villages.

¹⁰ représentant SUCO au Mali.

Le contexte urbain des États-Unis imprègne la communication de Ray Bromley¹¹. C'est au moyen de récits de prises en charge par des organismes communautaires de projets de développement urbain dans des grandes villes américaines que Bromley nous fait saisir l'importance tant des problèmes de désindustrialisation des quartiers urbains que des mécanismes mis en place pour tenter de corriger les conséquences humaines, sociales et économiques qui en découlent. Il y est tout particulièrement évident qu'il a été judicieux de développer des stratégies tenant compte du fonctionnement des instances politiques et juridiques des États-Unis. Ainsi les organismes communautaires et coopératifs ont réalisé des avancées et réussi à occuper un espace économique reconnu comme de l'économie communautaire ou solidaire aux États-Unis. Les lobbies politiques et les batailles juridiques sont, de l'avis de Bromley des alliés importants pour soutenir la mobilisation du mouvement communautaire dans ses luttes et pour gagner du terrain au bénéfice des défavorisé-e-s.

La solidarité et la globalisation

Dans sa présentation, Ismaël Muñoz¹² tente de mettre en perspective les tendances de la globalisation dans le contexte de l'Amérique Latine et du Pérou pour ensuite amener des pistes visant le développement de la solidarité globale. Il reconnaît dès le départ les caractéristiques du contexte marqué : financiarisation croissante de l'économie, politiques d'ajustements structurels imposées aux pays ayant une importante dette internationale, privatisations au bénéfice des investisseurs étrangers qui peuvent ainsi s'évader de tous contrôles imposés par les états, dématérialisation croissante de l'économie.

Il souligne les relations inévitables entre les aspects locaux, nationaux et internationaux de l'économie en mettant en évidence que c'est au sein des espaces locaux que se vivent le quotidien et les activités les plus importantes pour les personnes. Il avance que les conditions de vie au Pérou seront d'autant améliorées pour les personnes que les entreprises prendront en considération les effets de l'ouverture économique, de l'intégration andine, de l'accord Mercosur, etc.

Ensuite, Muñoz s'interroge sur les effets de la production de quelques pays industrialisés sur la vie quotidienne de tous et sur la planète. Problèmes environnementaux et pauvreté prolifèrent et la recherche de solutions passe par différents moyens qui ne sont pas encore bien articulés les uns

¹¹ professeur, Université Albany

¹² économiste péruvien, Instituto Bartolomé de las Casas-Rimac

par rapport aux autres. Un changement profond dans les relations internationales s'impose, notamment par le développement de solidarité "internationale" et pour les pays du sud, deux dimensions surgissent comme prioritaires, ceux du commerce équitable et des droits à la propriété intellectuelle.

Lorsqu'il aborde la question de la solidarité internationale, Muñoz met l'accent sur la connaissance comme bien public, le renforcement de la société civile internationale et le renforcement de l'égalité et de la citoyenneté au Pérou. Ces trois thèmes, il en parle comme des assises de la construction de solidarités au niveau international.

Il traite de l'importance de la connaissance, notamment scientifique et technologique, non seulement au niveau du transfert superficiel qui se matérialise par la capacité de reproduire, copier, imiter mais au niveau du développement de la capacité créatrice et productrice de connaissances. C'est donc de la capacité de détenir des clés de la connaissance dont il parle et cela nécessite l'accès à l'éducation et à la formation dont les contenus loin d'être fixes sont chaque jour plus élaborés.

Il parle du renforcement de la société civile dans le sens de l'acquisition d'une base commune d'objectifs et de valeurs partagées. La société civile, les entreprises, les états et le marché sont par lui conviés à se reconnaître comme des agents concernés par la mise en place d'une perspective solidaire dans le domaine de l'économie. Les interrelations entre eux sont fondamentaux pour l'atteinte de résultats qui améliorent la qualité de vie des personnes.

En ce qui concerne la société péruvienne, Muñoz considère que le prochain pas qu'il s'impose de franchir est celui de la reconnaissance de l'égalité des droits et des responsabilités, bases de la citoyenneté et de la solidarité.

Il termine sa présentation en avançant quelques pistes en faveur d'une solidarité globale. Ces pistes concernent les aspects suivants : transfert et diffusion de la connaissance, rôle de l'État, arrimage marché et producteurs de l'économie populaire, démocratisation de l'épargne et du crédit, institutions de solidarité sociale, préservation de l'environnement, équilibre entre société civile internationale et autonomie des états, ce dernier prenant en considération des principes d'éthique de la solidarité.

Dans sa présentation, Jean-Louis Laville¹³ soulève la question des différents espaces sociaux et économiques à l'intérieur desquels s'expriment des rapports économiques selon des rationalités différentes. Il parle en faveur d'une reconnaissance politique du "mouvement d'économie solidaire", celui qui travaille activement à la réinsertion de personnes dans la vie économique, notamment dans les espaces de proximité. Il soulève la question de l'utilité sociale des activités et des emplois créés à l'intérieur de ce champ économique.

Véritablement engagé à situer l'économie solidaire dans le spectre de l'ensemble des activités économiques, il revient sur le modèle que ses collègues et lui mettent de l'avant à savoir que l'économie solidaire constitue un modèle global de l'économie incluant la coexistence de trois logiques économiques, celles de l'économie marchande, de l'économie non marchande et de l'économie non-monnaire, chacune étant marquée par des modes de distribution différents à savoir le marché, la redistribution et la réciprocité. En ce sens, ce modèle est bien une lecture de réalités en place incluant une tentative de donner ses lettres de noblesses à différentes dimensions de la réalité économique.

Ce qui peut déranger dans ce modèle c'est l'invisibilité du questionnement en rapport avec la (signification) des concepts et les rapports de pouvoir, pour le moins inégaux, qu'ils recouvrent. Il est clair que les activités de production présentes dans la société européenne empruntent à ces trois sphères et qu'un équilibre respectueux des personnes qui oeuvrent dans ces différentes sphères est théoriquement et utopiquement possible. Dans la réalité, c'est autre chose et cet autre chose est-il questionné ici. Notamment la place qu'occupe les personnes et notamment les femmes dans chacune de ces sphères et les bénéfices sociaux et économiques que ces personnes en retirent. En fait, ce que cette présentation soulève, c'est entre autres la réalité de contributions et de rétributions différentes et inégales pour des participations à la vie économique. S'il est pertinent de parler de marché, de redistribution et de réciprocité comme mécanismes de partage des biens, des services et des richesses, les effets de ces mécanismes étant de maintenir des rapports inégaux dans la distribution, ne serait-il pas pertinent de s'interroger sur les fondements de ces mécanismes et sur l'absence d'un mécanisme de distribution?

Balthazar Caravelo¹⁴ parle de la globalisation comme perte de la capacité de décision au niveau d'un pays, ce qui aurait comme conséquence de mettre l'humanité en danger. Dans sa présentation, il s'intéresse tout particulièrement au rôle des entreprises qui sont soumises, d'une

¹³ sociologue français, chercheur au CRIDA

¹⁴ sociologue péruvien

part à une nécessité économique de rentabilité et, d'autre part à l'obligation de s'interroger sur le travail et la productivité des travailleurs. Cela l'amène à soulever la nécessité de nouvelles formes d'organisations des entreprises, d'un passage de la "philanthropie" à la responsabilité, c'est-à-dire d'un engagement éthique des entreprises avec la société, avec les travailleurs et avec la communauté.

La réflexion de Caravelo se base sur une étude menée auprès d'entreprises péruviennes et prend appui sur des expériences menées en Colombie. Au fil de sa présentation, il devient évident qu'il accorde au mot "solidarité" un sens particulier, lequel semble coïncider avec les intérêts des entreprises d'économie solidaire. On peut aussi s'interroger sur la profondeur de l'engagement à la solidarité que recouvre son idée d'engagement éthique.

Sur les après-midi du symposium

Les ateliers de l'après-midi sur des thèmes plus spécifiques, sur la présentation de projets, d'expériences, de pratiques terrain ont représenté un véritable kaléidoscope où chacun-e pouvait se rapprocher de réalités que d'aucuns considèrent dans leur milieu du domaine de l'économie solidaire. En passant par des projets de type infrastructures, des banques, caisses de crédit, des projets de formation pour l'industrie d'exportation ou des projets de commerce juste et équitable, ce qui ressort, c'est la grande débrouillardise pour développer des moyens de se sortir des difficultés économiques quotidiennes¹⁵. S'il s'agit de moyens qui s'adressent aux populations en difficulté d'insertion dans les secteurs d'activités économiques marchands, on parle volontiers d'économie solidaire. D'un point de vue analytique, ce qui ressort aussi, c'est l'absence d'une compréhension commune de ce que signifie économie solidaire. En outre, il est "tôt" pour dire de quelle solidarité il s'agit et quel type de solidarité peut et va se développer.

2. Les suivis possibles et souhaitables

Une déclaration finale a été rédigée et remise aux participantes et participants qui se sont donné la responsabilité de la diffuser largement dans leur milieu. Elle représente un certain consensus dans le sens où c'est une déclaration de type politique et un outil de travail pour la poursuite du

¹⁵ Parmi les expériences présentées, mentionnons celles du Mouvement Desjardins, de Transfair sur le commerce équitable, de Mondragon, du réseau de commercialisation communautaire en Amérique latine (RELACC), de projets de formation, de banques solidaires, de Bouff'elles

questionnement, des recherches, des échanges et des actions. Les participantes et participants originaires au Québec se sont donné un point de chute en vue de proposer un suivi pour le Québec et pour le symposium.

Un prochain symposium. Il y avait là-bas un fort consensus quant à l'importance de rapprocher les actrices et acteurs oeuvrant dans des expériences du terrain avec les économistes, sociologues, chercheur-e-s et analystes pour donner du corps et un véritable ancrage aux écrits et à la conceptualisation. Si l'on souhaite la "globalisation de la solidarité", les réalités nationales représentent chacune une partie essentielle de l'ensemble et ne suffisent pas à rendre compte des enjeux et des défis de la globalisation de la solidarité. Des communications ouvertes et empreintes de tolérance sont essentielles à la poursuite de cet objectif.

La préparation de publications. Des projets sont présentement sur le métier : les actes du symposium et d'autres écrits dans le but de faire avancer les connaissances et leur diffusion, notamment en ce qui concerne la conceptualisation des contributions actuelles au développement de l'économie solidaire d'un point de vue féministe.

Les écrits devraient permettre de clarifier les concepts, de développer la conceptualisation et la théorisation de l'économie solidaire, de s'interroger sur les contours et les limites des concepts économiques et de questionner le langage qui sert aux échanges entre praticien-ne-s et chercheur-e-s de provenances disciplinaires et géographiques diverses. État, économie sociale, économie solidaire, local, région, solidarité sont au nombre des mots qui résonnent différemment selon la provenances des de ceux qui les utilisent.

La diffusion d'informations sur les différents réseaux qui se constituent, par exemple les déclarations internationales, régionales ou sectorielles qui appellent à un "nouvel ordre mondial" respectueux des personnes ou en faveur de la recherche d'alternatives : par exemple la plate-forme de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire et ses différents chantiers, le Forum du tiers monde et son manifeste World Forum for Alternatives, les activités de Solidarité des Alternatives Wallonnes, etc. En somme, le travail est à faire!!!!

La reconnaissance de l'impact de l'éducation en rendant prioritaire l'accès à l'éducation. L'éducation est ici comprise comme l'ensemble des moyens qui permettent de développer et d'exercer sa créativité et sa capacité productive : l'éducation à la solidarité; l'éducation à l'économie non pour devenir des participant-e-s bien insérés dans les rôles déjà écrits à l'avance mais pour développer la capacité de choisir avec des moyens dont on a la maîtrise et qui sont acceptables collectivement; l'éducation à la consommation pour renverser le sens de la croissance et du mythe du bien-être au moyen de l'augmentation de la consommation de biens et de services; l'éducation à la citoyenneté

responsable. Si l'on considère l'analphabétisation dans le monde, il est évident que les priorités varieront selon les lieux.

3. Mes attentes comblées et en suspens et autres commentaires

La plus grande richesse de ce symposium, ce sont les rencontres et la possibilité de poursuivre des contacts personnalisés qui font avancer la connaissance et la conscience. La contrepartie de cette connaissance, c'est de réaliser que les changements ne se produiront pas au rythme auquel, dans ce cas-ci, je les espère, donc la mise en veilleuse "forcée" d'espoirs de résultats observables à court terme....

Après cette entrée en matière que je qualifierais de réaliste, je me permets quelques commentaires généraux.

Sur la reconnaissance de la place des femmes dans l'économie solidaire

Je ne peux passer sous silence la difficile affirmation par une grande proportion des participants qu'il existe une urgence de reconnaître le travail et les activités traditionnellement invisibles du point de vue de la théorie et des statistiques économiques. Il s'agit parfois des activités des hommes, mais surtout celles de la majorité des femmes, particulièrement leur apport aux activités économiques à finalités autres que le profit, la compétition, etc. de plein droit plutôt que correctrices des abus du système. Partout les femmes sont présentes en filigrane, elles sont trop peu souvent nommées par les conférenciers. Le mythe de l'Homme générique est puissant.

Par ailleurs, un constat s'impose. "Partout" il y a des réactions au modèle néo-libéral qui balaie tout sur son passage enfin tout ce qui dérange ses avancées et partout il y a des réactions aux ajustements structurels exigés dans les pays qui ont des dettes extérieures à "honorer". Ainsi, il semble y avoir des consensus sur l'analyse des problèmes. Cependant la question demeure à savoir s'il y a vraiment consensus lorsque les solutions avancées restent dans bien des cas si divergeantes ou bien dans quelle mesure les contextes expliquent ces divergences? En d'autres mots, il importe de s'interroger et d'échanger sur les points de départ et les points d'arrivée ou objectifs de la globalisation de la solidarité.

Il est clair que le modèle de croissance qui s'est affirmé tout au cours du XXIème siècle et celui du salariat comme mécanisme d'inclusion des travailleurs et des travailleuses n'offre plus de

perspectives pour la majorité, si jamais ce fut le cas. Cela entraîne la recherche d'alternatives parce qu'il est évident que le "repositionnement" des acteurs économiques (entreprises, États, syndicats, patronat) actuellement précipite de plus en plus de gens vers l'exclusion, la précarité, les surcharges de travail, la détresse. Le dieu argent élimine toute autre considération dans la prise des décisions. En outre, il continue d'y avoir des efforts de la part de tous les agents économiques d'externaliser des coûts de production, ce qui laisse aux individus le poids des nuisances, la fardeau de concilier les conséquences des décisions des autres agents économiques en mesure d'imposer ces transferts. Il y aurait de nombreux dossiers d'exemples probants à diffuser dans le but de "faire émerger" une prise de conscience de l'existence de ces phénomènes. Faut-il maintenir ceux camps : des acteurs dont la taille et le pouvoir permettent d'imposer leur loi et des victimes qui ne peuvent éviter de jongler avec les résultats.

En dépit et sur la base du travail de terrain mené depuis plusieurs décennies, voire de plusieurs siècles, on commence à nommer les actions et les modèles existants. Parler d'économie solidaire, c'est un effort dans ce sens.

Sur la diversité des discours

Il m'apparaît qu'au moins deux tendances "opposées" existent en ce qui concerne la définition de l'économie solidaire. D'un côté, repenser les logiques de nos actions économiques en sortant complètement de l'enfermement actuel et en mettant de côté les "idées reçues sur les lois de l'économie". De l'autre, l'économie solidaire apparaît être le fait de nommer et de faire reconnaître un espace politique aux projets et expériences en cours, ceux dont le but est de chercher des ajustements viables en faveur des laissés-pour-comptes du système. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'un véritable changement de vision remettant en question les fondements idéologiques de nos définitions de l'économie et nos comportements économiques. Appel à la reconnaissance et au soutien des réalités existantes cette deuxième voie s'articule différemment selon le rôle que l'on confie à l'État, lequel varie selon les régimes et l'histoire des pays.

Sur la question des valeurs que sous-tend l'économie dite solidaire, il me semble que certains discours présentés sous le couvert de valeurs humanistes et solidaires continuent à charrier des valeurs "incompatibles" entre elles et rendant à peu près impossible une articulation cohérente d'un développement "autre" sur un même territoire, national ou local.

Il y a de nombreux exemples. Celui qui m'interpelle en priorité concerne l'autonomie et le respect des aspirations des femmes lorsque ces dernières viennent en conflit avec des valeurs religieuses

traditionnelles. Les supporters de l'économie solidaire au sens le plus large n'endossent pas d'emblée la reconnaissance des droits sociaux, économiques et politiques des femmes et leur respect. Dans de nombreux cas, la question n'est tout simplement pas mentionnée comme si en parlant des populations et des travailleurs, on englobait les femmes et les travailleuses sans tenir compte des conditions spécifiques de leur vie, dans quelque région du monde que l'on se trouve. Il y a autour de cette question de nombreuses sous-questions à faire émerger et à approfondir.

Un autre exemple probant est le rôle de l'entreprise, notamment la petite entreprise, et de la propriété privée des moyens de production. Nous savons que petite entreprise ne signifie pas adhérent à l'économie solidaire et les critères associés à l'idée d'économie solidaire ou d'entreprises d'économie solidaire ou de projets d'économie solidaire sont très diversifiés. Il y a un flou évident autour de cette question.

Il y a aussi un noeud gordien complètement occulté en ce qui concerne le vocable local, comme si le fait de parler du local, des groupes de la base, les enjeux de l'appropriation privée et ceux des conséquences de la recherche d'intérêts personnels disparaissaient.

Sur un autre thème, les questions relatives à l'environnement présentes dans quelques communications n'occupent pas la place qui est la leur dans tout questionnement concernant la globalisation. S'il y a un aspect de la vie de la planète pour lequel il deviendra bientôt impossible de nier l'interdépendance au niveau mondial, c'est bien l'environnement : air, eau, sols, etc. Et pourtant.....

Sur l'épreuve des faits

Au delà des discours, il y a les faits. Lors d'un symposium où les idées s'expriment et s'échangent sans se confronter aux faits, on a malheureusement une version tronquée de la réalité. Plus encore, comme on l'a mentionné plus haut, sous les mêmes termes et avec le même vocabulaire, on recouvre des réalités diverses.

Sur des oubliés du symposium

Il n'est insuffisamment sinon nullement question de situations considérées comme des faits non modifiables en particulier la propriété, tous types de propriété y inclus celle de la connaissance, son accumulation et ses processus. Il n'est nullement question de conditions de travail. Il n'est

nullement question de partage, de distribution mais plutôt de redistribution comme si les mécanismes actuels ne pouvaient être que compensés. Il n'est nullement question des choix de consommation et de l'éducation à la consommation responsable. En somme, c'est la petite enfance du questionnement des mécanismes économiques!!!

Ces considérations qui montrent l'état embryonnaire de la conceptualisation d'une version solidaire du développement économique ou de la globalisation de la solidarité ne doivent pas faire oublier l'impressionnant dynamisme, même devant le puissant opposant, manifesté par les personnes et les populations qui cherchent à se faire une place viable à long terme sur leur territoire.

Conclusion

Il y a encore beaucoup à faire pour nommer et décrire ces nouveaux modèles en cours de développement et d'expérimentation, souvent très différents les uns des autres mais ayant en commun d'être des réactions au modèle néo-libéral -- compétition, guerre pour les marchés, commerce, rentabilité financière -- de la part de celles et ceux qui se sentent exclus ou qui trouvent inacceptable de poursuivre dans la voie dans laquelle les humains sont engagés .

Ce qui personnellement m'inquiète le plus, c'est que les revendications fondamentales des femmes (51% de la population mondiale) n'y soient pas d'emblée insérées dans toute leur importance et toutes leurs dimensions. Pourtant, tant les réalités actuelles et que les perspectives de développement de l'économie solidaire nécessitent cette insertion.

De plus, les enjeux de l'exploitation éhontée des ressources sont aussi insuffisamment insérés dans l'analyse et les pistes de solutions, tant sont aigus les problèmes d'accès à ces mêmes ressources et la détresse des exclus.

D'autres questions soulevées ne sont pas traitées avec toute l'importance qu'elles méritent, par exemple le choc entre le moderne et le traditionnel qui ne sont pas que deux réalités dichotomiques, les limites à notre capacité individuelle et collective de changer, les sources du changement : développement à partir de la base mais aussi à partir de l'intérieur (du coeur?)

Faut-il ajouter que du point de vue personnel, une expérience comme celle du symposium invite à reconsidérer les priorités personnelles, professionnelles et comme citoyenne.

En terminant, je veux mentionner ce qui a été pour moi un moment "fort" même s'il n'était nullement programmé à l'intérieur du symposium. Un contact direct avec la réalité de l'Inde et la survie du

système des castes doublement oppressant pour les femmes. C'est, poussé à l'extrême, l'image même de l'oppression et l'antithèse de la solidarité.

Annexe 1 : Quelques pistes de réflexion sur des bases d'une véritable solidarité
(brève réflexion avant-symposium)

Cécile Sabourin, professeure,
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
2 juin 1997

Ce qui motive l'ensemble de mes actions et interventions dans le domaine de l'Économie solidaire ou plus globalement la recherche de solidarités et celle d'alternatives au modèle économique dominant, c'est de jouir des bienfaits d'un mode différent. Je pourrais résumer en disant que je travaille à ce que puisse émerger un monde où les humains et l'humanité ont toutes les chances de s'accomplir. Jamais la planète n'a eu autant les "moyens" que puisse être discutée et renversée les tendances actuelles et mises en place cette utopie à laquelle je travaille pour peu que les humains acceptent de remettre en question les rapports de domination, de pouvoir et de compétition comme vecteurs des rapports entre les sexes, entre les hommes eux-mêmes, entre les femmes elles-mêmes et entre tous les humains et la nature. Si cette proposition peut être exprimée en une phrase, elle constitue tout un programme auquel, je l'espère, nous allons poser un nouveau jalon.

L'objet du symposium, tel que je le comprends, est de développer des solidarités dans la poursuite de nos activités économiques en travaillant autrement, en faisant vivre les alternatives auxquelles nous croyons, des alternatives à ce que nous nommons économie de marché où profit, parts de marchés et compétition sont non seulement les règles de fonctionnement mais aussi des finalités pour l'humanité.

Les mouvements de résistance à la pensée unique néo-libérale existent, se développent, même foisonnent, sans toujours questionner les assises du modèle dominant. Trop souvent, cela se fait en ménageant un certain rapport de domination, en acceptant comme inéluctables les finalités et les moyens de l'économie de marché, en acceptant les compromis "politiques" pour survivre, avoir le droit ou le loisir de gérer la détresse, l'exclusion, les problèmes, etc.

Les mouvements de résistance nécessiteront plus de détermination, plus de conscience, plus de cohérence. Il est coûteux de se donner le droit et les moyens de penser autrement. Les actions collectives ne peuvent porter fruit que si elles se conjuguent à des actions individuelles visant des objectifs semblables. Chacun-e, dans son quotidien doit prendre conscience des exigences d'un véritable changement incluant les choix, le langage, les rapports avec les autres, etc. De plus, en ce qui concerne les changements technologiques, il faut prendre acte des possibilités et choisir,

redevenir citoyen-ne, reconnaître les exagérations, les abus, les nommer et les refuser, se donner les stratégies pour le faire.

Le Nord et le Sud subissent le même "rouleau compresseur" mais les acquis, les handicaps et les défis des différents pays sont parfois très différents, comme ils sont différents dans les diverses régions de chacun des pays, comme ils sont différents selon les sexes des personnes, selon les bagages culturels, etc.

Les écarts entre les personnes membres de la même humanité sont, contre toute attente en ce siècle de mondialisation, en croissance et si nos analyses des rapports sociaux, politiques et économiques se sont donnés des moyens d'en rendre compte (par les sciences humaines entre autres choses), il y a lieu aussi de se questionner sur ces moyens. Dans plusieurs cas les sciences et tout leur appareillage idéologique, méthodologique et autre souffrent de désuétude. Les "scientifiques" innovent mais aussi reproduisent. N'est-il pas essentiel de se permettre de questionner les fondements des sciences? De même, les actions individuelles ou de groupes isolés deviennent vite désuètes si elles ne trouvent un écho ailleurs. Une rencontre comme le symposium participe à cette nécessité de prendre acte et de questionner nos solidarités et de définir de quelles solidarités on parle.

Nous sommes ici pour nous interroger, pour nous organiser. Je souhaite que les vraies horreurs tout comme les vraies horreurs économiques soient au menu. Les rapports d'inégalités entre les femmes et les hommes, qu'ils soient formalisés par des législations ou informels dans les manières d'agir et de parler, et les exploitations sous toutes leurs formes, celles des humains et celles de la nature, sont aussi des enjeux de l'économie solidaire et de toute alternative au modèle néo-libéral.

Annexe 2 : Notes pour la préparation d'un schéma

Objectif d'un monde-planétaire solidaire où les personnes, femmes et hommes de toutes les races, et les états sont responsables et solidaires.

Les points de départ des questionnements et des actions sont d'une grande diversité :

mouvement des femmes

mouvement écologiques

mouvement de défense des exclu-e-s, opprimé-e-s

organisme ou gouvernement local

groupes religieux

etc.

Les valeurs fondamentales qui impriment le plus de forces d'inertie (conscientes ou non, qui charrient des pensées et manières d'agir) : religieuses, patriarcales, matérialistes.